

N°262
2€30

BILLETS D'AFRIQUE

NOVEMBRE 2016



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

**Briser l'omerta historique : entretien
avec les auteurs du nouvel ouvrage
"La guerre du Cameroun"**

Congo-K / Congo-B / Affaire Sankara / Centrafrique

Promesses primaires

RFI (07/10) a interrogé les candidats des primaires de la droite : « *S'ils accédaient à l'Elysée, quelles relations établiraient-ils entre la France et le continent [africain] ?* ». Evidemment, ils sont tous pour une relation « d'égal à égal », « équilibrée », « respectueuse » avec les pays africains, et tous pour en faire une priorité. Ils sont tous d'accord pour dire que c'est aux Africains de décider de leur avenir, et tous pleins de bons conseils pour leur expliquer ce qu'ils devraient faire : à commencer par choisir des entreprises françaises si l'on en juge par l'obsession que constitue la perte de parts de marché face à la concurrence. Copé se distingue un peu : pour lui, la « Françafrique » ne veut tout simplement rien dire et « *sa priorité est donc de rendre à la France l'influence qu'elle a perdue ces dernières années en Afrique* ». Les autres se contentent de gloser sur les relations ou le lien « *particuliers* », « *historiques* », « *indissoluble* », « *sentimental* » et notre « *destin lié* ». Sarkozy promet « *un gigantesque plan Marshall de développement de l'Afrique* » et s'indigne : « *Je n'accepte pas qu'il n'y ait pas un seul pays africain membre du Conseil de sécurité [de l'ONU]. Membre permanent, pas membre élu. Dans mon esprit, il en faudrait au moins deux.* » Son esprit a dû oublier qu'il aurait pu mener cette bataille quand il était aux affaires...

Valls en campagne

Valls n'est bien sûr pas candidat, mais il s'est offert fin octobre une nouvelle tournée africaine : Togo, Côte d'Ivoire et Ghana, pour faire moins français. L'occasion pour nous de rappeler que son programme, dévoilé un mois plus tôt à *JeuneAfrique.com* (26/09), peine à se distinguer de celui de la droite. Priorité numéro un : « *la France doit être encore plus présente à travers ses entreprises, qui doivent saisir toutes les opportunités* ». Pour le bien des Africains et de leur développement, bien sûr. L'histoire coloniale riche en massacres : « *Ces faits doivent être rappelés et commémorés* » mais « *laissons les historiens mener les travaux et*

cessons de vivre dans la culpabilité, le ressassement et la repentance ». On avait bien remarqué à quel point la classe politique française était dévorée de culpabilité et de repentance. La Françafrique ? « *Certes, quand je vois un certain nombre d'individus qui parcourent encore le continent pour le compte de tel ou tel candidat, je ne peux pas nier qu'il reste encore quelques vieilles pratiques. Notre relation avec le continent ne peut pas être banalisée* » mais « *la Françafrique, c'est terminé !* ». D'ailleurs « *Nous avons changé d'époque : lorsqu'il y a des élections, la France ne se mêle pas des résultats, elle en prend acte* ». On voit bien la différence au Congo, à Djibouti, au Tchad, au Gabon, etc.

L'esclavage sympa

À l'occasion de l'exposition « The color line » au musée du Quai Branly depuis le 4 octobre, une jolie brochure pédagogique avait été élaborée pour le jeune public par les éditions « Quelle histoire », spécialisées dans les ouvrages historiques pour enfants. Face aux protestations qui ont suivi le vernissage, la brochure a été retirée *in extremis* avant l'ouverture de l'exposition au public. On y apprenait en effet, au sujet des esclaves africains déportés en Amérique que « *certains étaient très malheureux et maltraités, alors que d'autres avaient une vie plus agréable* ». L'esclavage, c'est le Club Med ! La brochure minimisait également la responsabilité des Européens puisque « *la plupart [des esclaves] avaient été vendus par des Africains* ». La maison d'édition a regretté « *un concours de malheureuses circonstances qui a abouti à la non-prise en compte de corrections lors de l'impression* ». Comme une simple coquille oubliée ? Elle précise que le livret a été préparé par des rédacteurs « *qui travaillent habituellement pour Quelle Histoire* » et relu par l'historienne Patricia Crété, ancienne rédactrice en chef de la revue *Historia* (*LeMonde.fr*, 06/10). Comme le rappelle Lou Constant-Desportes, rédacteur en chef du site *Afropunk*, qui a aussitôt réagi, la brochure illustre surtout « *un argumentaire très en vogue dans certains cercles politiques français* ».

Crash le morceau

La rubrique « faits divers » de la Défense est décidément plus instructive que les auditions du ministre devant les commissions parlementaires. Après un « *accident* » qui avait révélé la présence des forces clandestines françaises en Libye (cf. *Billets* n°261 et 260), des agents de la

DGSE (3 militaires et 2 « civils ») se sont crashés, cette fois à Malte. La Libye pourrait être l'objectif de ce vol, ce qui n'aurait rien d'un scoop. Mais les agents français volaient dans un avion de CAE Aviation, l'entreprise préférée des services français pour compenser certains moyens aériens. « *Le statut de CAE Aviation, basée au Luxembourg, immatriculant ses avions aux États-Unis, avant de les louer aux armées françaises, est extrêmement curieux, s'agissant de missions aussi périlleuses engageant la souveraineté de l'État français* », relève Jean Guisnel (*LePoint.fr*, 25/10). « *Selon des acteurs du petit monde des ESSD (Entreprises de services de sécurité et de défense), ces acrobaties pourraient s'expliquer par la volonté d'échapper aux règles trop normatives des autorités techniques françaises* ». Et puis les services ont toujours eu un faible pour l'opacité et la discrétion des paradis fiscaux...

La DGSE à nu

Après les rapports élaborés par Human Right Watch à l'occasion du procès d'Hisssène Habré, Claude Silberzahn, ancien patron de la Direction générale des services extérieurs français, confirme leur contenu et se livre sur *RFI* : quand les services français découvrent que les Américains entraînent les troupes du (pas encore) général Haftar sur le sol tchadien avec la complicité d'Habré, pour attaquer la Libye, il se rend au Tchad : « *La France, à ce moment-là, est plutôt sur une ligne de réconciliation avec Kadafi. Nous ne sommes pas du tout d'accord pour re-déstabiliser le Tchad en faisant partir, depuis le Tchad, une "armée" destinée à renverser monsieur Kadafi* ». Mais « *dans ce long entretien que j'ai eu avec lui (...) Hisssène Habré ne m'en a absolument pas parlé. (...) Hisssène Habré a joué, dans notre dos, avec les Américains et c'est en sortant que j'ai décidé de l'éliminer* ». La vie est parfois si simple ! « *D'éliminer Hisssène Habré ?* », s'inquiète le journaliste. « *De l'éliminer du pouvoir* », se reprend Silberzahn. » Et c'est ainsi que Déby est arrivé au pouvoir. Ce dernier n'était par ailleurs pas un inconnu des services, et Silberzahn confirme un autre aspect des mœurs françaises : « *Le travail de la DGSE est fondamentalement de savoir qui est dans l'opposition, qui aura le pouvoir peut-être demain, et les oppositions auxquelles les pouvoirs actuels sont confrontés. Nous avons eu donc des contacts permanents avec Idriss Déby, depuis qu'il a pris le maquis* ». A garder en mémoire lorsque la France a prétendu ou prétendra ne pas connaître une rébellion, à commencer par la Côte d'Ivoire en 2002...

Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Odile Biyidi Awala - Directeurs de la rédaction Mathieu Lopes, Thomas Noirod - Comité de rédaction R. De Benito, R. Granvaud, D. Mauger, O. Tobner, F. Tarrit, Y. Thomas, R. Doridant - Ont participé à ce numéro B. Jaffré, G. Desgranges, Illustrations photos sous licence CC de Cameroon Discover (couv.) et du gouvernement zambien (p.4) Édité par Association Survie 47 avenue Pasteur - 93100 Montreuil - Tél. (+33)144610325 - Web <http://survie.org> et <https://twitter.com/billetsdafrique> - Commission paritaire n°0216G87632 - Dépôt légal novembre 2016 - ISSN 2115- 6336 - Imprimé par Imprimerie 3 A, 7 rue Marie Pia - 91480 Quincy-s-s-Sénart

Le 26 octobre, François Mitterrand aurait eu 100 ans : un anniversaire que s'est empressé de célébrer le pouvoir socialiste actuel, en mal de reconnaissance. Au Cameroun, il faudra attendre 2033 pour fêter les 100 bougies du dictateur Paul Biya : 2033, c'est seulement 2 ans avant l'émergence qu'il a promise à son pays, annoncée sans rire pour 2035. Mais dès ce 6 novembre, on a pu célébrer le 34ème anniversaire de son accession au pouvoir – seulement un an et demi après celle de Mitterrand en France –, lui qui disait ouvrir l'ère du « *renouveau* ». Un tiers de siècle plus tard, ce renouveau prend une fois de plus un visage macabre, aujourd'hui celui d'une catastrophe ferroviaire impliquant l'une des sociétés de son grand ami français Vincent Bolloré.

Le 3 novembre, l'Élysée aurait pu commémorer un autre anniversaire : celui de l'assassinat à Genève de Félix Moumié, empoisonné par un agent des services français. Mais ce leader indépendantiste, éliminé par la France comme son compagnon de lutte Ruben Um Nyobè deux ans plus tôt, n'a pas le droit de d'autres hommages que celui de quelques militants camerounais qui doivent, le plus souvent, autant se battre pour joindre les deux bouts que pour résister à un système politique pervers, où la corruption et la prime à l'incompétence remplacent le plus souvent la matraque. Cette dernière n'est jamais bien loin pour autant : pour preuve, une semaine après le « vendredi noir » de l'accident de train, une quarantaine de personnes ont été arrêtées à Yaoundé lors d'une conférence organisée par Sand up for Cameroun, mouvement dont les membres s'habillent depuis des mois en noir tous les vendredis, et appellent la population à faire de

même pour exprimer leur rejet du système Biya. Mais le silence continue de s'imposer et, sans surprise, aucun officiel français n'a évoqué le souvenir de Félix Moumié : les quelques secrets qui entourent encore son élimination, comme tous ceux liés à la guerre d'indépendance du Cameroun, restent avec tous les autres cadavres de la Françafrique, dans le placard des archives classifiées.

Alors, avec le pouvoir socialiste actuel, rendons hommage au palmarès françafricain de François Mitterrand.

Rappelons qu'avant même l'assassinat de Sankara ou la complicité de génocide au Rwanda, il fut le président français qui permit, en novembre 1982, qu'Ahmadou Ahidjo cède son fauteuil de dictateur à Paul Biya, aujourd'hui octogénaire qui a dû ouvrir une bonne bouteille à la mémoire du centenaire. Il faut dire que « Tonton » était déjà le ministre de la France d'outre-mer qui, à 34 ans, avait convaincu l'ambitieux leader ivoirien Félix Houphouët-Boigny d'abandonner le panafricanisme et les mouvements de luttes émancipatrices des autres pays, dont le Cameroun, pour se rallier à la

France coloniale. Comme l'écrivaient en 2011 les auteurs de *Kamerun !* : « *Ce retournement discret, qui marquera l'avenir d'un continent, n'est le fait que de quelques hommes. "J'ai conduit ma politique en Afrique noire jusqu'à un seuil de non-retour grâce à l'indifférence des milieux métropolitains et à l'inattention générale", analysera Mitterrand quinze années plus tard* »¹. Un grand homme dont s'inspirent toujours les gouvernants actuels.

Thomas Noirot

1 Deltombe, T., Domergue, M., Tatsitsa, J. [2011] *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, La Découverte, Paris (page 132).

ANNIVERSAIRES ET PERTES DE MÉMOIRE



Sommaire

- 2 LES BRÈVES DE LA FRANÇAUFRIQUE
- 3 ÉDITO Anniversaires et pertes de mémoire
- 4 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Kabila s'accorche au pouvoir

- 5 CAMEROUN « C'est ainsi que la Françafrique fut inventée »
- 8 CENTRAFRIQUE « Ils font la guerre là-bas et ils ne veulent pas que les gens viennent chez eux ! »
- 9 CONGO Le retour de l'ennemi intérieur
- 10 CAMEROUN Un pays immergé dans le ravin
- 11 FRANC CFA Sortir l'Afrique de la servitude monétaire

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

KABILA S'ACCROCHE AU POUVOIR

Mariant manœuvres politiques et répression sanglante, le président congolais Joseph Kabila, qui devait quitter ses fonctions le 19 décembre prochain, semble parvenu à prolonger de facto son mandat. L'élection présidentielle, normalement prévue avant cette date, pourrait en effet être reportée à 2018... si le peuple congolais patiente jusque-là.

La crise politique congolaise ne date pas d'hier. Depuis sa réélection contestée en 2011, Joseph Kabila, au pouvoir depuis l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila en 2001, cherche par tous les moyens à contourner l'interdiction constitutionnelle de briguer un troisième mandat.

Retarder la présidentielle

La stratégie de Kabila consiste à empêcher la tenue des élections. Le pouvoir congolais n'a rien fait pour enregistrer efficacement et à temps les électeurs pour le scrutin présidentiel. En particulier, il a refusé de décaisser les sommes d'argent nécessaires. C'est cet argument – la nécessaire révision du corps électoral – que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a mis en avant pour justifier le report du scrutin à avril 2018. Au grand dam de l'opposition organisée au sein du Rassemblement de l'opposition mené par Etienne Tshisekedi.

Le Rassemblement a d'ailleurs refusé de participer au « dialogue national » qui a réuni, du 1er septembre au 20 octobre, le parti présidentiel et un seul parti de l'opposition, l'UNC de Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale. Les autres partis ont décidé de boycotter ce qu'ils nomment le « monologue » des pro-Kabila. Pour sa part, Etienne Tshisekedi proposait ce qu'il nommait un « vrai dialogue », incluant toutes les parties, à certaines conditions : la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des poursuites judiciaires contre Moïse Katumbi (ex-gouverneur du Katanga, aujourd'hui en exil), la dissolution de la CENI, responsable du report des élections, mais surtout l'engagement de Joseph Kabila de quitter le pouvoir au soir du 19 décembre prochain, date officielle de la fin de son mandat.

49 morts

Pour appuyer cette revendication, le Rassemblement de l'opposition a appelé la population à manifester, le 19 de chaque mois, d'ici au 19 décembre 2016. Les 19 et 20 septembre derniers, à Kinshasa, une grande marche a été violemment réprimée par la police ; elle a été suivie d'émeutes et



Joseph Kabila. Photo CC gouvernement Sud-africain.

d'attaques de sièges de partis politiques. Les Nations unies ont fait état d'un lourd bilan : 49 morts. Un mois plus tard, le 19 octobre, était organisée une journée « ville morte », très suivie à Kinshasa, mais bien peu à Lubumbashi, le fief de Moïse Katumbi, et Bukavu, celui de Vital Kamerhe.

Ces protestations populaires, dont les suivantes sont prévues en novembre et surtout en décembre, suffiront-elles à déstabiliser un président déterminé à se maintenir au pouvoir ? Le « dialogue national » s'est soldé par un fragile accord sur la tenue d'élections présidentielle, législatives et provinciales en 2018. En attendant, un gouvernement avec un premier ministre issu de l'opposition serait mis en place. La Cour constitutionnelle ayant autorisé le président sortant à rester en poste jusqu'au prochain scrutin présidentiel, Joseph Kabila paraît avoir gagné la partie.

Le pari de Kabila

L'émotion suscitée par la répression sanglante des manifestations du 19 septembre a certes amené les Etats-Unis, l'Union européenne et la France, entre autres, à réagir. Les Etats-Unis ont ciblé plusieurs responsables congolais dont ils ont gelé les avoirs et qui se voient interdits de séjour sur le sol étatsunien. Washington somme aussi Joseph Kabila de « respecter la Constitution et de quitter le pouvoir au soir du 19 décembre. » L'Union européenne demande l'organisation des élections présidentielles au plus tard en 2017, brandissant la menace de sanctions. Quant à Jean-Marc Ayrault, le ministre français des Affaires étrangères, il a indiqué : « Aujourd'hui, il y a un semblant d'accord

qui est accepté par une petite partie de l'opposition qui ne fait pas consensus. Donc nous mettons en garde et si rien n'est fait, alors la communauté internationale devra prendre ses responsabilités. »

Cette déclaration du ministre français ne peut que laisser dubitatif au moment où, réunis à Luanda, les chefs d'Etat de la région ou leurs représentants ont approuvé l'accord signé entre les partisans de Kabila et une fraction de l'opposition congolaise. Parmi ces chefs d'Etat, deux grands démocrates soutenus par la France et tout juste revêtus de l'onction populaire dans les conditions que l'on sait : le Tchadien Idriss Déby et le Congolais Denis Sassou Nguesso.

Selon le journaliste spécialisé Christophe Rigaud (*Afrikarabia*, 21/09), si Kabila reste en place, « la RDC risque de plonger dans un scénario à la burundaise, avec le maintien au pouvoir du président Kabila, assorti d'une possible modification de la Constitution qui lui permettrait de briguer un troisième mandat, tout comme Pierre Nkurunziza au Burundi ou Denis Sassou Nguesso, le président du Congo-Brazzaville. Pour ces deux présidents, la stratégie de l'épreuve de force avec la rue a été gagnante... au prix de plusieurs dizaines de morts. Au final, la communauté internationale a raté le coche sur ces deux crises en n'intervenant pas, ou très mollement. Sera-t-elle aussi passive en RDC ? Joseph Kabila est en train d'en faire le pari. »

Reste à savoir si la population congolaise le laissera remporter la mise.

Raphaël Doridant

ENTRETIEN

CAMEROUN : « C'EST AINSI QUE LA FRANÇAFRIQUE FUT INVENTÉE »

Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, auteurs en 2011 de *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, un ouvrage colossal par ses apports et par sa taille (744 pages...), viennent de publier aux éditions La Découverte un nouvel ouvrage plus condensé et actualisé sur le même sujet : *La guerre du Cameroun - L'invention de la Françafrique (1948-1971)*. Ils ont accepté de répondre ensemble à nos questions.

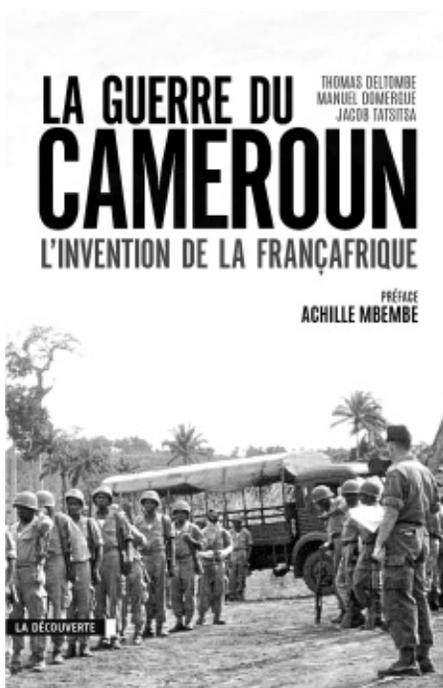
Billets d'Afrique : Votre ouvrage de 2011, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, était le résultat d'un travail colossal de recherches d'archives et d'entretiens avec des témoins, français et camerounais, de cette époque. Il est devenu de facto un ouvrage de référence sur cette guerre volontairement oubliée de nos livres d'histoire. Qu'est-ce qui a motivé ce nouveau livre ?

Comme dirait Paul Biya, nous avons de « grandes ambitions » avec ce petit livre. L'idée de départ était de répondre à la demande des lecteurs qui souhaitaient s'informer sur ce sujet important sans avoir à se plonger dans un livre de 750 pages comme *Kamerun !*, assez dense et détaillé, qui s'adressait à un public plutôt averti. D'où l'idée d'un livre plus court et plus accessible, 240 pages en format poche.

Par ailleurs, la publication de *Kamerun !* nous avait mis sur des nouvelles pistes de recherche. Des lecteurs nous ont contactés pour apporter leurs témoignages sur cette guerre ou nous signaler de nouveaux témoins. C'est comme cela que nous avons par exemple retrouvé la trace de Max Bardet, ce fameux pilote d'hélicoptère qui a participé à des massacres au Cameroun dans les années 1960 et dont il est question dans l'introduction du nouveau livre. Nous avons envie de partager ces nouvelles découvertes, qui nous ont permis au passage d'affiner et de muscler nos analyses.

Troisième motivation, et non des moindres : la situation a quelque peu changé depuis 2011. Alors que nous étions à l'époque dans une situation de négation totale de la guerre du Cameroun de la part des autorités officielles françaises, les déclarations de François Hollande, lors de sa visite à Yaoundé en juillet 2015, changent partiellement la donne. Certes, ses déclarations sur ces « événements tragiques » sont floues, molles et en partie mensongères. Mais elles marquent une étape

dans la reconnaissance de ce crime d'État que fut la guerre du Cameroun. Maintenant qu'un président de la République a officiellement avoué qu'il s'était bien passé « quelque chose » au Cameroun au moment de la décolonisation, il nous a semblé utile de raconter ce qui s'est réellement passé. Et de remettre au passage un petit coup de pression sur nos chers dirigeants pour les inviter à tenir les promesses de Hollande : ouvrir les archives et aider ainsi les chercheurs à faire toute la lumière sur ces « événements ».



À cela s'ajoute une seconde nouveauté : depuis plusieurs années, des mouvements s'activent à travers le monde pour réclamer aux anciennes puissances coloniales, non seulement la reconnaissance de leurs crimes, mais des mesures de compensation ou de réparations. Le cas le plus emblématique est celui des anciens « Mau Mau » du Kenya qui ont été réprimés, torturés, spoliés par les autorités britanniques dans les années 1950, au cours d'une opération de répression très similaire à celle qu'ont menée leurs homologues français au Cameroun à la même période. Ces anciens « Mau

Mau » ont intenté un procès à Londres, et ont gagné : de nouvelles archives ont été ouvertes, plus de 20 millions de livres sterling ont été distribués aux victimes, etc. C'est dans ce contexte nouveau que s'inscrit la parution de *La Guerre du Cameroun*.

Kamerun! revenait de façon argumentée et convaincante sur la genèse de la Françafrique, en explorant les stratégies des administrateurs ou personnalités coloniales qui avaient progressivement théorisé une relation de dépendance, à la France ou à l'Europe, pour que l'avènement d'une nouvelle légalité internationale (les indépendances formelles) ne se traduise pas par une perte d'influence de la France sur son empire, de l'Europe sur le monde, et de ses milieux coloniaux sur les sociétés dans lesquelles ils vivaient. En cela, votre travail approfondissait utilement ce qui a *posteriori* apparaît comme un résumé, un peu simplifié, d'un Jacques Foccart grand cerveau des différents mécanismes de domination que François-Xavier Verschave a appelé la "Françafrique" : votre analyse replace plus finement ces mécanismes et leur mise en place dans le système de relations pré-existant, et dans sa fragilisation par les dynamiques émancipatrices. Mais cette fois, dans le sous-titre, vous ne parlez plus des « origines de la Françafrique » mais carrément de son « invention ». Pourquoi ?

Le sous-titre vient du fait que ce nouveau livre, s'il est centré sur le Cameroun, traite en fait d'un sujet bien plus large. Car la guerre du Cameroun ne peut pas se comprendre hors de son contexte colonial et international. Nous ne la traitons pas comme un conflit s'arrêtant aux frontières de ce pays mais comme une étape décisive dans la mise en place de la Françafrique. C'est peut-être ce qui nous distingue d'autres chercheurs qui travaillent sur ce sujet : alors qu'ils ont ten-

dance à appréhender ce conflit comme un épisode strictement franco-camerounais, voire camerouno-camerounais, pour les plus conservateurs d'entre eux, nous l'analysons comme un conflit franco-africain.

La réunion du comité de coordination du Rassemblement démocratique africain (RDA), qui s'est tenue du 8 au 10 juillet 1955 à Conakry, est un bon exemple de la dimension franco-africaine de cette affaire. Vous savez peut-être que c'est au cours de cette réunion que Félix Houphouët-Boigny a utilisé le terme « Françafrique ». L'idée était d'inviter les leaders africains à travailler en bonne « amitié » avec les Français en cette période de décolonisation. Mais c'est également au cours de cette réunion que furent exclus du RDA les mouvements locaux récalcitrants, à commencer par l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui rejetaient le collaborationnisme d'Houphouët. Deux voies étaient ainsi tracées : celle qui amènerait les leaders « amis de la France » à négocier une autonomie partielle qui ne profiterait qu'aux élites africaines ; et celle qui invitait au contraire les Africains à se battre pour obtenir une indépendance véritable permettant l'émancipation réelle des peuples du continent. Cette seconde voie obligeait ceux qui l'empruntaient à subir la répression française. Trois jours après son exclusion du RDA, l'UPC était interdite par le gouvernement français.

Cet exemple indique que la guerre du Cameroun n'est pas un conflit strictement local, ni « accidentel » : il faut l'inscrire dans une logique systémique, continentale et internationale. C'est pour cette raison que nos travaux tentent toujours d'inscrire cette guerre dans son contexte historique. Si la France s'acharne sur le Cameroun à la fin des années 1950, c'est parce que Paris subit à cette période plusieurs revers sur le continent africain : une guerre en Algérie à partir de 1954, des revers électoraux au Togo à partir de 1956 et une humiliation en Guinée en 1958. Les autorités françaises tentent donc d'éviter un scénario comparable au Cameroun, qui a le même statut juridique que le Togo, où nombre de militants de l'UPC interdite initient une résistance armée comme en Algérie et où les leaders nationalistes sont au moins aussi charismatiques que le Guinéen Sékou Touré. Si la France lance une vaste opération de répression au Cameroun, ce n'est donc pas seulement pour « garder le Cameroun » mais aussi pour donner un coup d'arrêt à l'effritement de son « empire africain » et montrer aux autres colonies qu'il n'y a pas d'autre voie que l'« amitié » françafricaine chère à Houphouët-Boigny.

Le Cameroun, souvent décrit dans les guides touristiques comme une « Afrique en

miniature », est ainsi devenu une sorte de « Françafrique en miniature ». C'est dans ce pays que, pour la première fois, la France a réussi à imposer le système françafrique, qui n'est pas seulement un système d'exploitation néocoloniale mais également un système d'oppression permanente fondé sur des techniques contre-subversives. C'est au Cameroun que ce système a été initié dès le milieu des années 1950, quelques années avant l'arrivée de De Gaulle et Foccart à l'Élysée. Le régime gaulliste s'est dans une large mesure contenté de poursuivre le processus initié par la IV^e République et dont le Cameroun était le laboratoire. Et comme la France et ses alliés locaux ont peu à peu gagné la guerre du Cameroun, le système instauré dans ce pays a créé un précédent et en partie inspiré le processus d'accession à l'« indépendance » des autres colonies. C'est ainsi que la Françafrique fut inventée.

L'omerta sur cette guerre tente d'en effacer les victimes, directes (les populations et résistants d'alors) et indirectes (toute la population du Cameroun, pays dont l'indépendance a été volée). Sur les victimes directes, Kamerun! tentait de démêler le vrai du faux sur l'ampleur des crimes commis par l'armée française, puisque le silence imposé sur cette période est propice aussi à des extrapolations excessives. Mais parmi les questions restées en suspens, il y avait l'estimation, forcément délicate, du nombre de morts. Avez-vous de nouveaux éléments sur ce point-là ?

Non. Et, pour tout vous dire, il nous semble peu probable que l'on trouve un jour des chiffres précis sur ce point. À moins que des archives inédites et incontestables ne viennent nous éclairer, nous pensons que le bilan humain de cette guerre restera toujours flou. C'est terrible à dire, mais la mort des colonisés, et en particulier des Africains, semble avoir tellement peu d'importance que peu de gens se préoccupent d'en faire le décompte précis. Au point qu'il devient presque impossible d'établir le bilan d'une guerre, de surcroît secrète, un demi-siècle après les faits.

Notez qu'une controverse similaire a lieu actuellement à propos de la répression des « Mau Mau » dont nous parlions tout à l'heure. L'historienne américaine Caroline Elkins, spécialiste de ce conflit, a été accusée d'exagérer le nombre de morts provoqués par la répression britannique. Mais ceux qui l'accusent sont également incapables de donner des chiffres incontestables...

Tous les historiens qui s'intéressent à ces guerres coloniales sont donc pris entre le

marteau et l'enclume, c'est-à-dire entre les bilans officiels, qui minimisent généralement les pertes, et les discours mythologiques, qui tendent à les surestimer. Au Cameroun, on entend des gens parler de 2 millions de morts, ce qui est totalement invraisemblable dans un pays qui comptait à peu près 4,5 millions d'habitants en 1960. Notre méthodologie consiste donc simplement à citer les différents chiffres fournis par des sources crédibles, qui font état d'au moins 75 000 morts. Ce qui est d'autant plus colossal que ces chiffres ne prennent pas en compte les autres victimes du conflit. Combien de personnes ont été blessées ? Combien de femmes ont été violées ? Combien d'enfants sont restés orphelins ? Combien de gens ont été torturés, emprisonnés, traumatisés ?...

À ce sujet, vous faites bien d'évoquer les victimes indirectes de cette guerre. Il nous semble en effet que les débats sur le bilan humain du conflit, évidemment cruciaux, ne doivent pas pour autant occulter les mécanismes politiques que les autorités françaises et leurs auxiliaires camerounais ont installé par la violence. Ces mécanismes continuant, pour une grande part, de broyer quotidiennement les Camerounais, c'est par millions que se comptent les victimes « indirectes » de la guerre du Cameroun.

Depuis 2011, que retenez-vous des réactions, notamment d'officiels français ou camerounais, au sujet de votre travail ?

Bien peu d'officiels ont réagi à notre travail ! À notre connaissance, cela n'est arrivé qu'à deux reprises, lorsque des députés français se sont saisis du livre *Kamerun !* pour demander au gouvernement français quelle était la position officielle de la France sur ces questions et lorsqu'un journal camerounais a interrogé l'ambassadeur de France au Cameroun sur notre livre. La réaction du gouvernement français à l'Assemblée nationale a été scandaleuse et peut se résumer de la façon suivante : l'histoire appartient aux historiens...

Quant à l'ambassadeur, il s'est montré plus pervers. Tout en reconnaissant le sérieux de notre travail, il a cherché à minimiser la responsabilité de la France en expliquant que les torts étaient « partagés ». Il s'agissait en d'autres termes de transférer une partie des responsabilités sur « les Camerounais ». Et, là encore, il appelait à la rescousse la corporation des « historiens », et en particulier ceux qui cherchent à gommer les rapports de domination qui caractérisent par essence les relations françafricaines.

De façon tout aussi perverse – mais peut-être involontaire –, la déclaration de



Visite d'étudiants et de militants sur la tombe du leader indépendantiste Ruben Um Nyobe, assassiné par l'armée française le 13 septembre 1958. La mémoire des martyrs de la guerre du Cameroun n'est pas honorée officiellement, mais uniquement par de telles initiatives (photo sous licence CC Florette Sokeng, 5 août 2016).

François Hollande en juillet de 2015 procédait de la même logique. En ne mentionnant que les événements qui se sont déroulés « après l'indépendance », cette déclaration occulte le début de la guerre du Cameroun, qui a été lancée par la France *avant l'indépendance*. Et en laissant entendre que le Cameroun jouissait d'une « indépendance » véritable une fois celle-ci proclamée, le 1er janvier 1960, les propos de Hollande cherchent à dédouaner les dirigeants français en faisant peser la plus grande part possible des responsabilités sur les homologues camerounais.

Personne ne nie que le régime d'Ahmadou Ahidjo a une lourde responsabilité dans ce qui s'est passé au Cameroun. Mais ceux qui « oublient » de dire que ce régime a été installé par la France avant l'indépendance et qu'il est largement resté sous la tutelle de Paris après l'indépendance participent au révisionnisme historique que les actuels dirigeants français appellent de leurs vœux pour éviter ce qu'ils qualifient, de façon absurde, de « repentance ».

En juillet 2015, à l'occasion de sa visite à Yaoundé, François Hollande s'est dit ouvert à l'ouverture des archives. Quelles ont été les suites, jusqu'à présent, à cette déclaration ?

À notre connaissance, cette déclaration n'a pas eu de suites concrètes. Au cours de la rédaction de *La Guerre du Cameroun*, nous avons contacté l'Élysée et le Quai d'Orsay qui nous ont donné cette réponse : « *Les modalités de mise en œuvre de l'annonce du président de la République sont en cours de définition. Notre objectif est bien de faciliter autant que possible l'accès des chercheurs, notamment camerounais, aux ressources documentaires en cours d'inventaire.* » On sent dans cette réponse toute la motivation et l'empressement de nos responsables à faire la lumière sur les « épisodes extrême-

ment tourmentés » qu'évoquait le chef de l'État...

Au-delà de la petite phrase de Hollande, on a l'impression en lisant les (rares) déclarations officielles que les autorités françaises cherchent par tous les moyens à faire croire que cette guerre du Cameroun n'est toujours pas documentée. Or nous disposons d'ores et déjà de milliers de documents et il existe de nombreux travaux sur cette question ! Sans même citer les innombrables travaux universitaires réalisés par des chercheurs camerounais, français, américains ou britanniques, il existe plusieurs livres sur ces sujets, depuis ceux de l'écrivain camerounais Mongo Beti jusqu'à ceux de l'historienne nord-américaine Meredith Terretta, en passant par ceux de Richard Joseph, d'Achille Mbembe, d'Eugène-Jean Duval, d'Abel Eyinga, etc.

Certes, beaucoup d'archives restent inaccessibles. C'est le cas par exemple de celles du SDECE (ancêtre de la DGSE) ou celles du SCTIP (coopération policière). Selon toute vraisemblance, ces archives recèlent des informations importantes et sordides sur la façon dont la France a mené cette guerre : c'est pourquoi nous demandons leur ouverture immédiate et leur numérisation intégrale, de façon à ce que les chercheurs du monde entier – et en particulier les Africains, qui sont pour la plupart privés de visas – puissent les consulter à distance.

Il faut cependant se méfier du piège qui se profile. En parlant dans le flou de l'« ouverture des archives », sans préciser lesquelles, les autorités françaises cherchent selon nous à jeter le doute sur les travaux existants. C'est dans ce sens que nous interprétons les déclarations de l'ambassadeur de France que nous citions tout à l'heure : « *Kamerun ! est un ouvrage sérieux qui apporte certes un éclairage intéressant. Sans doute peut-il y en avoir d'autres...* »

En faisant ainsi un clin d'œil à d'« autres » historiens, les autorités françaises ne

cherchent pas seulement à susciter une historiographie plus conforme à leur vision des choses mais tentent également de jouer la montre. Elles attendent en particulier la disparition des derniers témoins de ce conflit pour éviter d'avoir à leur rendre des comptes.

Ce travail de mémoire intervient alors qu'existe au Cameroun un fort sentiment anti-français : issu à la fois de la mémoire collective et de la perception de la complicité de la France avec le régime d'Ahidjo (1960-1982) puis celui de Paul Biya (1982-...), il est depuis deux ans discrètement réactivé par les proches de Biya pour faire passer leur champion pour une victime de la Françafrique, et masquer ainsi son incurie à empêcher l'effondrement de la région de l'Extrême Nord sous les assauts du groupe armé Boko Haram. Ne craignez-vous pas, paradoxalement, que votre travail puisse être instrumentalisé par le clan Biya ?

Il est vrai que Biya, conscient que la France n'est pas en odeur de sainteté au Cameroun, a donné l'impression dans une déclaration télévisée, en février 2014, qu'il cherchait à récupérer le combat de l'UPC pour faire passer un message aux dirigeants français. Le message disait en substance : « Si vous m'embêtez, je favoriserai le sentiment antifrançais en m'appuyant sur le souvenir des combats nationalistes des années 1950. »

Reste que Biya aura sans doute du mal à se faire passer pour une victime de la Françafrique : lui qui fut Premier ministre d'Ahidjo dès 1975 et qui est vissé sur le fauteuil présidentiel depuis 1982 en est le pur produit ! Et si d'aventure le système françafricain qui lui a tant profité venait à se retourner contre lui et à entraîner sa chute, le sentiment antifrançais dont vous parlez sera-t-il plus puissant que le sentiment anti-Biya ?

Puisque vous parlez de Boko Haram : n'est-ce pas le même Paul Biya qui, toujours en 2014, dressait un parallèle indécent entre les djihadistes armés qui attaquent actuellement le nord du Cameroun et la résistance de l'UPC contre le néocolonialisme dans années 1960 ? Ne reculant devant aucune incohérence, Biya cherche tous les arguments possibles pour rester au pouvoir. Il a peur de disparaître : cela arrive à beaucoup d'octogénaires...

*Propos recueillis
par Thomas Noirot*

CENTRAFRIQUE

« ILS FONT LA GUERRE LÀ-BAS ET ILS NE VEULENT PAS QUE LES GENS VIENNENT CHEZ EUX ! »

Yérïma Baja¹, musulman, était commerçant en Centrafrique. Il a fui la guerre et est actuellement réfugié en France. Il raconte une partie de ce qu'il a vécu : les musulmans massacrés après l'intervention française, les manifestations organisées contre Sangaris et sa colère face à l'accueil qui lui est fait ici.

Il décrit l'action de la force Sangaris en Centrafrique comme ayant ouvert la voie aux massacres menés par les anti-Balaka contre les musulmans. « La plupart des Balaka, c'est des anciens FACA², proches du régime de Bozizé. L'armée française utilise ces milices-là pour leur montrer là où se trouverait la Séléka. Or ces milices-là, ils sont malins. Ils viennent montrer les commerçants musulmans centrafricains. Ils montrent ceux qui ont de l'argent. Après, quand ils ont détruit ces musulmans et leurs biens, ils ont montré tous les autres musulmans, affirmant que ce sont des Séléka. » Yérïma a assisté directement à plusieurs épisodes qui l'illustrent.

« J'ai un cousin qui a été abattu par l'armée française... »

« Courant 2014, j'étais dans l'enclave musulmane, au PK5³. Nous étions protégés par les casques bleus burundais, au niveau du commissariat du 3^{ème} arrondissement. Un jour, les contingents de Sangaris sont venus, derrière eux, il y avait les Balaka, avec leurs machettes, avec leurs armes. [...] Les Burundais ont dit à l'armée française : "Non, il faut que vous partiez, on n'a pas besoin de vous, ça c'est notre zone, nous avons des ordres de l'ONU pour protéger cette minorité". Il restait alors moins de 1000 personnes dans cette enclave ! Il y a eu "un tiraillement" entre le contingent burundais et les soldats de Sangaris. Nous étions en colère, nous sommes aussi sortis en groupe. On leur a dit : "Soit vous partez, soit vous nous tuez !" Certains leaders ont appelé l'ambassadeur pour lui dire que l'armée française était là, qu'ils étaient encore venus avec les Balaka. Les Balaka avançaient derrière les soldats de Sangaris, ils savaient qu'ils n'allaient pas être inquiétés. A notre grande surprise, aucun média ne parlait de ça. »

Yérïma raconte aussi que des soldats

français ont eux-même tué des musulmans. « À l'arrondissement de Miskine, après PK5, il y avait aussi beaucoup de musulmans là. Moi et quelques autres, on est allé voir. Beaucoup de gens avaient été tués ou avaient fui. On n'a trouvé que 14 personnes. Ils attendaient leur mort. Certains avaient des machettes, des arcs, pour se protéger. Ils tremblaient. Il restait quelques maisons. Ils disaient qu'ils ne pouvaient pas fuir en laissant leurs maisons et leurs biens. Un jeune homme du nom de Paba nous a dit qu'ils étaient capables de résister mais qu'ils n'avaient pas à manger, à boire. On est revenu au PK5. On a pris du riz, des pains, des choses à manger, on leur a donné. On leur a dit : "Si vous voyez que c'est vraiment très risqué, il vaut mieux abandonner et venir vers nous au PK5". Il a dit : "Non, on va voir demain, après-demain, si la situation ne change pas." Le lendemain, les Balaka sont venus avec les soldats français. Paba est sorti. Quelques-uns avaient des kalashnikovs pour se défendre. Directement, l'armée française a tiré sur ce jeune-homme là, Paba. Il a été abattu par l'armée française. Quelqu'un nous a appelé avec son téléphone. On a pris un véhicule, au PK5, pour y aller : c'est pas loin, à 500 mètres. En y allant, on a vu son corps avec les autres. Et c'était fini. Miskine était tombé. »

« J'ai un cousin qui a été abattu par l'armée française, avec 4 autres personnes. Ils étaient organisés en autodéfense, la nuit, ils montaient la garde. C'est vers 1h du matin que la Sangaris est venue. Les soldats français avaient bu. Les jeunes leur ont dit qu'ils ne voulaient pas d'eux, qu'ils devaient partir, parce que "là où vous venez, vous nous amenez les Balaka. Et nous on veut pas." D'autres étaient en train de regarder des vidéos pour passer le temps, sans s'endormir. Il y a eu

une altercation et un militaire français a ouvert le feu, directement. Il a tué 5 jeunes musulmans. C'était vers la fin 2014. »

Mobilisations contre l'intervention française

Pour protester contre l'action de Sangaris, les habitants du PK5 ont organisé plusieurs manifestations, auxquelles Yérïma a participé. « Aux manifestations, il y avait beaucoup de monde. Les seuls qui restaient, à l'enclave du PK5, c'est des jeunes qui défendaient le quartier. Ils assuraient la sécurité. Les quelques femmes et enfants qui restaient ont rejoint les manifestations. On était tous ensemble. » Il montre une photo d'une de ces mobilisations. « C'est la statue d'un personnage qui s'appelle Koudoukou, un ancien combattant, il a combattu en Indochine avec la France, pour eux c'est un symbole. On avait mis une pancarte dessus : "Hollande, Mafia, Non à la France". Il y avait aussi pas mal d'insultes sur Hollande. L'ambassadeur a dit : "Non, c'est pas bien de faire des trucs sur ce symbole, c'est un Centrafricain qui a marqué l'Histoire, vous dénigrez l'image de cette personne", or c'est un Centrafricain, on ne voit pas le mal, s'il s'agit de le ridiculiser ou quoi, c'est à nous, Centrafricains. Et même cette crise c'est une crise entre nous, centrafricains, pourquoi cette ingérence de la France ? »

« On a organisé une autre manifestation de PK5 jusqu'à la Mission des Nations Unies. » Durant cette marche, « il y avait un hélicoptère français à 10 mètres au-dessus



Tags "Non à la France" sur les murs de Bangui. Photo GNRD

de nos têtes, pour nous impressionner, pour ne pas qu'on dise "Non à la France". Du PK5 à l'ONU, on sentait le vent de l'hélicoptère ! On leur a dit que soit ils nous tiraient dessus, soit on continuait. Ils ont vu qu'on était déterminés. L'hélicoptère nous a suivi jusque devant les Nations Unies et il est parti. [...] J'ai parlé à une dame de France 24, qui m'a demandé pourquoi on faisait cette manifestation. Je lui explique que c'est contre l'intervention française. Quand j'ai comparé ce qui se passait aujourd'hui avec l'intervention de Mitterand au Rwanda, elle a retiré le micro. Les jeunes qui étaient là m'ont dit qu'il fallait arrêter de parler à ces journalistes, qui participent à la politique française. Cette manifestation était suivie par tous les médias français. Jusqu'aujourd'hui on n'a pas vu d'information publiée sur cette manifestation. »

« Arrivés ici, on est encore maltraités. »

Depuis, Yérima a fui le pays. « Là où je te parle présentement, j'ai du mal à rejoindre ma famille. Mes parents, on est dispersés comme ça un peu partout dans la nature. J'ai des problèmes à voir ma famille et je ne suis pas le seul, c'est le cas de plusieurs Centrafricains musulmans, nombreux, que je connais. » Il a fini par se réfugier en France. « Arrivés ici, on est encore maltraités. » Tout en ayant peur des repréailles, il décrit « l'humiliation totale » qu'il vit dans ses démarches administratives. « Récemment je suis allé à la préfecture, pour retirer une carte de séjour. » Après avoir été renvoyé de guichet en guichet pendant des heures, une fonctionnaire lui lâche : « C'est pas ici, dégagez d'ici. » « Elle m'a traité comme un mendiant. Elle s'imaginait que je voulais faire ma vie en France, comme eux le disent souvent dans les médias. Or sans l'intervention de leur pays, je ne serais pas ici. » Les Balaka ont « découpé des gens en morceaux ! [...] On a tous perdu nos maisons, nos biens. L'élevage qu'on a, tout a été pillé. Tout ça c'est à cause de cette intervention. [...] Nous sommes sous la colonisation ! Nous sommes dominés chez nous ! Pourquoi tout ça ? Et une fois arrivé ici, ils nous maltraitent. [...] Il faut qu'ils arrêtent avec la guerre ! En Centrafrique, s'il n'y avait pas eu la guerre, pas un centrafricain ne serait parti ! Cette intervention a vraiment créé une baine envers les Français. »

Propos recueillis par Mathieu Lopes

1. Son nom a été modifié.
2. Forces armées centrafricaines.
3. Un des quartiers musulman de Bangui, la capitale.

CONGO-BRAZZAVILLE

LE RETOUR DE L'ENNEMI INTÉRIEUR

Après le laborieux passage de vernis électoral du printemps dernier, qui, malgré les efforts du tyran et la bienveillance de ses protecteurs, France en premier lieu, n'a trompé personne, Denis Sassou Nguesso mise sur le seul domaine de gouvernement qu'il maîtrise vraiment : la terreur.

Arrestations politiques

Depuis le 20 mars 2016, lors duquel Sassou s'est modestement attribué 60 % des suffrages¹, les arrestations arbitraires se multiplient. Le principal candidat à « l'élection », le général Jean Michel Mokoko, est en détention pour atteinte à la sûreté de l'État depuis mi-juin. D'après ses partisans, on lui aurait proposé la liberté en échange d'une reconnaissance de la victoire de Sassou à la présidentielle, marché qu'il aurait refusé.

Les groupes d'opposition n'en finissent plus de se recomposer, et vont devoir faire face à une nouvelle manœuvre : la création d'un statut officiel de chef de l'opposition, qui reviendra au chef du parti arrivé second aux législatives prévues pour juillet 2017 (*Rfi.fr*, 28/10).

D'ici là, l'État n'a de mots que pour le « vivre ensemble », le dialogue et l'apaisement. Le Premier ministre appelle l'opposition à « mettre de l'eau dans son vin », au nom de l'intérêt général.

Le Pool, une nouvelle fois martyr

À l'image de sa puissance tutélaire qui n'en finit plus de consolider l'arbitraire de l'État en s'inventant des ennemis intérieurs, Sassou a trouvé la menace qui justifie son pouvoir. L'armée congolaise est une nouvelle fois en guerre dans la région du Pool. Officiellement, contre la rébellion du pasteur Ntumi, ex-rebelle disputant à Sassou la tyrannie dans le Sud (2002-2003), puis allié de ce dernier, avec rang de ministre ; pour finalement fort opportunément reprendre les armes contre son maître début avril 2016, juste après « l'élection ».

On ignore ce qui se passe précisément dans cette région. Ce qui est sûr : il y a des dizaines de morts, civils, militaires, ninjas² ; des milliers de déplacés ; des mercenaires sont impliqués dans les combats – ukrainiens, notamment. Dans un courrier adressé à Sassou, le Collectif des partis de l'opposition s'interroge : des militaires affirment que « ceux qui les attaquent portent les mêmes

« Ce qui est sûr : il y a des dizaines de morts, civils, militaires, ninjas ; des milliers de déplacés ; des mercenaires sont impliqués dans les combats. »

uniformes militaires qu'eux et combattent avec les mêmes armes »³. Si le pouvoir a médiatisé les funérailles de 18 victimes le 11 octobre dernier⁴, il n'a pas permis la marche silencieuse de l'opposition qui souhaitait rendre hommage aux mêmes morts, une semaine plus tard.

Fin de règne

L'UNICEF a annoncé le 31 octobre une augmentation alarmante de la malnutrition infantile en Afrique centrale. Un quart des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique au Congo-Brazzaville.

Les cas de torture et les exécutions extrajudiciaires se multiplient⁵, l'impunité des auteurs est totale. Le budget de l'État, qui subit de plein fouet la baisse des cours du pétrole, est en berne, les salaires des fonctionnaires, de plus en plus aléatoires, provoquent régulièrement des mouvements de grève (récemment, l'université, les chantiers navals, la morgue de Brazzaville).

Malgré la guerre et les appels à l'unité, le clan Sassou n'abuse plus personne.

Guillaume Desgranges

1. En l'absence de liste électorale, le simple fait d'annoncer un résultat est un exercice périlleux. Cela n'impressionne pas un pouvoir coutumier du fait.
2. partisans de Ntumi
3. Lettre ouverte du Collectif des partis de l'opposition congolaise, le 14 octobre 2016.
4. Laurent Larcher, « Nouvelle dégradation sécuritaire au Congo », *La Croix*, 13 octobre 2016.
5. On lira notamment les communiqués de l'Office congolais des droits de l'homme, ocdh.org

AFFAIRE SANKARA

LE JUGE DEMANDE À LA FRANCE LA LEVÉE DU SECRET DÉFENSE

L'insurrection qui a chassé Blaise Compaoré en octobre 2014 a réveillé la justice burkinabè. La revendication de vérité et de justice, à propos de l'assassinat de Thomas Sankara, portée par les insurgés, a été une des premières prises en compte par le pouvoir issu de l'insurrection. Aujourd'hui, avec une demande officielle de déclassification par le juge en charge de l'instruction, les soupçons se rapprochent officiellement de la France.

Depuis une enquête a été confiée au juge d'instruction François Yaméogo. Le juge aurait déjà auditionné une centaine de personnes dont l'actuel président de l'Assemblée nationale, Salif Diallo, qui se trouvait avec Blaise Compaoré le 15 octobre 1987, jour de l'assassinat¹. Une preuve s'il en est que le juge entend poursuivre son enquête en toute indépendance. Quatorze personnes ont déjà été inculpées dont Gilbert Diendéré, ancien chef du régiment de sécurité présidentielle, véritable numéro 2 du régime de Blaise Compaoré et auteur du coup d'Etat manqué de septembre 2015. Les éléments relatifs aux relations entre Blaise Compaoré et Charles Taylor, issus du procès de Charles Taylor devant le Tribunal spécial sur la Sierra Leone auraient aussi été versés au dossier. Dans un documentaire de l'italien Silvestro Montanaro, plusieurs compagnons de Charles Taylor affirment avoir été présents lors de l'assassinat et avoir reçu le soutien de la France et de la CIA². Si Thomas Sankara a probablement été assassiné par des militaires burkinabè, l'hypothèse d'une entente entre plusieurs pays se précise.

Le gouvernement du Burkina va-t-il se montrer très combatif pour exiger l'extradition de Blaise Compaoré ? On peut légitimement en douter, d'autant plus que, de son côté, il avait annoncé sa volonté de régler les questions relatives au séjour de Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire par la voie diplomatique. Ainsi, la demande d'extradition concernant l'affaire Sankara lancée en mars 2016, n'a reçu jusqu'ici aucune réponse officielle des autorités ivoiriennes.

Depuis plusieurs années, le « réseau international justice pour Sankara justice pour l'Afrique », dont fait partie Survie, aux côtés de nombreuses autres associations, mène

campagne pour l'ouverture d'une enquête parlementaire en France sur l'assassinat de Thomas Sankara. Les députés écologistes et ceux du Front de gauche ont déposé une demande en 2011³.

De nombreuses initiatives sont venues l'appuyer : un meeting à Paris, de nombreux débats publics, deux campagnes de signatures, conférences de presse au Burkina en France, venue de Mariam Sankara et de son avocat, Maître Bénéwendé Sankara à l'Assemblée nationale à Paris. Il a fallu attendre près de 5 ans et plusieurs courriers de députés burkinabè pour que le président de l'assemblée nationale française, Claude

Loncle, député PS et président du groupe d'Amitié France Burkina Faso à l'Assemblée nationale française, « *cette commission d'enquête (NDLR parlementaire) n'aura pas lieu. Ce n'est pas notre rôle. Le cas Sankara relève des chercheurs, des historiens et surtout des Burkinabè eux-mêmes !* »⁴. Et Maurice Braud, conseiller aux relations internationales du Parti socialiste d'ajouter : « *La France n'est pas compétente sur le fond du dossier. Ça n'a rien à voir avec des enquêtes sur des affaires où la France était impliquée de près ou de loin. Je sais qu'on veut voir la main de la France partout. Mais on est vraiment dans autre chose.*

Seule la justice du Burkina qui vient de s'en saisir peut apporter une réponse aux familles endeuillées. »⁵

C'est du Burkina que vient la réponse à toutes ces déclarations. Aujourd'hui, « *l'instrument juridique le plus approprié* », selon Bartolone, à savoir une enquête d'un juge burkinabè, menée depuis près de deux ans, se tourne vers la France et

lui demande par commission rogatoire, la levée du secret défense. Voilà qui remet les pendules à l'heure. Il est grand temps que la France se penche sur ses actions passées en Afrique, plutôt que de s'enfermer dans le déni.

Bruno Jaffré

1. Selon un témoignage recueilli par Ludo Martens auteur de Thomas Sankara, Blaise Compaoré et la révolution burkinabè, édition EPO, 1989, 332 pages.

2. Ombre Africaine diffusé le 13 janvier 2013 sur la RAI3. Les retranscriptions des parties concernant le soutien français et américain sont disponibles à <http://thomassankara.net/?p=794>

3. Voir la proposition de résolution n°3527 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la recherche de la vérité dans l'assassinat de Thomas Sankara, disponible sur le site de l'Assemblée nationale.

4. Propos rapportés dans un article du *Monde Afrique*, "Y-aura-t-il une enquête française sur la mort de Sankara?" 30/06/2015

5. Idem



Sépulture supposée de Thomas Sankara. Photo Lexaeus 94.

Bartolone, daigne répondre. Dans une lettre adressée aux membres du réseau international « Justice pour Sankara justice pour l'Afrique », il justifie ainsi son refus : « *une telle commission d'enquête n'aurait aucun pouvoir pour conduire des investigations dans un autre État* » et « *la procédure judiciaire désormais ouverte au Burkina* » lui semble « *l'instrument juridique le plus approprié pour rechercher les responsables de cette affaire* ». Pourtant la commission d'enquête avait pour objectif d'enquêter en France, bien sûr, sur un éventuel complot !

Les déclarations n'ont pas manqué pour justifier ce refus. Ainsi Gilles Thibault l'ambassadeur de France au Burkina déclare dans une interview au quotidien burkinabè Sidwaya le 1er juin 2015 : « *Je suis désolé mais vous êtes dans le fantasme d'un rôle que nous avons pu jouer* ». Pour François

CAMEROUN

UN PAYS IMMERGÉ DANS LE RAVIN

Le vendredi 21 octobre à 13 heures, le train Camrail reliant Yaoundé à Douala a déraillé en arrivant à Eseka. Le bilan réel des morts (officiellement 76) ne sera probablement jamais établi. Il pourrait s'élever à plusieurs centaines de victimes. On compte plus de cinq cents blessés.

Une telle catastrophe était prévisible. Un ensemble de circonstances l'ont rendue inéluctable. L'effondrement d'un pont a d'abord rendu l'axe routier Yaoundé-Douala impraticable, alors que la plupart du transport de voyageurs se fait par autocars, en raison de l'insuffisance de la liaison ferroviaire : un seul train par jour, extrême lenteur, nombreuses pannes. Le ministre camerounais des Transports a donc demandé à Camrail d'ajouter des wagons, au départ de Yaoundé, au train venant de Ngaoundéré, au nord du Cameroun, pour gagner Douala. Sept - certains disent huit - wagons ont donc été ajoutés au train qui en comptait déjà neuf. Selon des informations révélées par des cheminots, ces wagons supplémentaires, de fabrication chinoise, ne comportaient pas de système de freinage adapté. Entre Yaoundé et Douala, il y a une forte déclivité. En descendant la colline avant Eseka, à 200 km de Yaoundé, le train a pris de la vitesse. Sur la voie, de faible écartement, restée aux normes coloniales du XIX^{ème} siècle, cela a provoqué le déraillement d'abord des sept wagons de queue, dont quatre sont tombés dans un ravin, puis de huit des neuf autres.

Les riverains ont secouru les blessés et se sont occupés des corps des morts, tant

bien que mal. Les premiers secours publics ne sont arrivés que vers 18 heures, soit cinq heures après l'accident. L'hôpital d'Eseka, dépourvu de médicaments, n'était pas en état d'accueillir les blessés qu'il a fallu évacuer vers Douala et Yaoundé. Plusieurs jours après la catastrophe, les secours n'ont toujours pas pu extraire tous les cadavres des quatre wagons enfoncés dans un marécage au fond du ravin. Ils risquent donc d'y rester abandonnés avec les épaves que l'État camerounais s'est révélé incapable d'évacuer.

Cameroun moderne

L'ensemble de ces circonstances dévoile crûment l'état dans lequel se trouve le Cameroun en 2016. Déshérence et vétusté de "l'axe lourd" routier qui relie les deux villes principales du Cameroun, Douala, officiellement deux millions d'habitants et Yaoundé presque autant. Pourtant cet "axe lourd" est sillonné quotidiennement par un trafic intense, multiples cars et minibus de transports en commun, innombrables grumiers drainant le bois, première richesse du Cameroun, vers le port de Douala, poids lourds et voitures particulières. Les accidents mortels, sur lesquels on ne dispose d'aucune statistique fiable, sont quasi quotidiens au point qu'on appelle cette voie "la route de la

mort", chacun ayant de ses proches ou connaissances qui y ont perdu la vie. Le chemin de fer quant à lui est au diapason : tortillard antédiluvien, équipé de matériels désuets achetés au rabais, il a été privatisé en 1999, dans la vague des Plans d'Ajustements Structurels imposés par le FMI. C'est le groupe Bolloré qui en a obtenu la concession. Alors que la société publique Régifercam, bien que minée par la corruption et en déficit chronique, fournissait encore dans les années 1990 un service voyageurs décent, depuis la privatisation les exigences de bénéfices du libéralisme ont réduit presque totalement ce service au profit du trafic marchandises bien plus rentable. L'acheminement des matériaux pour la construction de l'oléoduc Doba-Kribi dans les années 2000, puis le transport des équipements lourds pour les interventions de l'armée française au Tchad et en Centrafrique, avec l'évacuation des matières premières vers le port de Douala, ont certes dégradé l'antique infrastructure coloniale - on ne compte plus les déraillements récurrents qui affectent le tronçon Yaoundé-Ngaoundéré - mais ont suffi à assurer des bénéfices substantiels, ce qui permet notamment à Bolloré de faire joujou avec ses médias en France. Le service voyageurs est devenu un appendice négligeable. Il y a belle lurette qu'on ne va plus de Yaoundé à Douala qu'en autocar.

Ce tableau est celui du "développement" en Afrique francophone, c'est-à-dire développement colossal des fortunes accumulées par une classe dirigeante compradore, avide, servile, irresponsable, incompétente et nuisible, développement concomitant - l'un ne va pas sans l'autre - des bénéfices des multinationales exploitant le pays - matière presque exclusive de la croissance du PIB tant vantée -, absence criante ou délabrement des infrastructures, qui témoignent jusqu'à l'obscénité des quelques sous jetés à une population mendicante ; le tout sous la paternelle sollicitude de la France, bien sûr.



FRANC CFA

SORTIR L'AFRIQUE DE LA SERVITUDE MONÉTAIRE

Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?

Sous la direction de Kako Nabukpo, Martiel Ze Belinga, Bruno Tinel, Demba Moussa Dembele.

La Dispute, 2016, 15 euros



franc, que Tchoundjang nommait « une expression curieuse, mystérieuse, inconnue du monde des économistes, mais bréviaire de tous les financiers des États membres », en citant un économiste anglais : « Le système a donné à la France un haut degré de contrôle sur les économies de la zone franc ». Nadim Michel Kalife expose l'historique de cette monnaie dans son article : « La

genèse du franc CFA ». genèse du franc CFA ». Kako Nubukpo et Ndombo Demba Sylla, dans leurs interventions respectives : « Le franc CFA et le financement de l'émergence en zone franc » et « Émerger avec le franc CFA ou émerger du franc CFA ? » constatent les difficultés de développement des économies assujetties à ce système. Demba Moussa Dembélé quant à lui expose « La nécessité de la souveraineté monétaire dans les pays de la zone franc », pointant des atouts hypothétiques et des inconvénients flagrants, pour conclure : « Il ne peut y avoir de développement pour les pays africains avec une monnaie qui n'est pas la leur ». Jérôme Maucourant, dans « des rapports entre monnaie et souveraineté : une analyse socio-historique » confirme l'importance primordiale de ce principe de souveraineté, qui s'impose plus que jamais à l'heure de la mondialisation.

Cet ouvrage, qui réunit les contributions de dix auteurs, hommes politiques, philosophes, historiens, politologues, tous voués à l'économie, fait suite au colloque organisé à Paris le 17 septembre 2015 par les fondations Gabriel Péri et Rosa Luxemburg (Allemagne) sur le thème : « L'avenir du franc CFA en question ». Les quatre principaux intervenants ont joint aux leurs les articles d'auteurs qui ne participaient pas au colloque, pour aboutir dans ce livre à un tour d'horizon complet de la question.

Question épineuse, réputée hermétique au profane, la monnaie concerne pourtant des problèmes vitaux, dont les enjeux échappent la plupart du temps aux principaux intéressés, qui en sont réduits, en ce domaine plus que tout autre, à ce que leur racontent les gouvernants.

Bruno Tinel expose le fonctionnement singulier du « compte d'opération », mécanisme de base du fonctionnement de la zone

« La nécessité de la souveraineté monétaire dans les pays de la zone franc », pointant des atouts hypothétiques et des inconvénients flagrants, pour conclure : « Il ne peut y avoir de développement pour les pays africains avec une monnaie qui n'est pas la leur ». Jérôme Maucourant, dans « des rapports entre monnaie et souveraineté : une analyse socio-historique » confirme l'importance primordiale de ce principe de souveraineté, qui s'impose plus que jamais à l'heure de la mondialisation.

Martial Zé Belinga dans : « Institutions franc CFA : colonialités, incohérences, accu-

mulations prédatrice » rappelle opportunément que l'Afrique précoloniale, depuis l'Égypte antique, a connu diverses formes de monnaies et une prospérité riche d'échanges internes, alors que l'économie actuelle est entièrement extravertie, fondée sur la prédation. Massimo Amato, avec « De quoi la monnaie est-elle le nom ? », ouvre la réflexion et réaffirme, après Keynes, le rôle éminemment politique, et non uniquement mercantile, de la monnaie, comme instrument de la prospérité collective de l'ensemble des peuples et de chacun en particulier. Enfin Denis Durand et Hédi Sraieb rappellent dans « Europe-Afrique : des sociétés bien différentes, un même besoin de s'émanciper du capitalisme mondialisé » la nécessité de changer le système monétaire international pour sortir des griffes du Léviathan qui entretient chaos et pauvreté dans un culte du profit le plus monstrueux, comme seule fin.

Ce livre est riche et stimulant par toute les réalités qu'il décrit et les perspectives qu'il ouvre. À ceux qui persistent à proclamer que le franc CFA est fait pour « protéger » les Africains, dans la supposition implicite et raciste qu'ils seraient incapables de gérer leur monnaie, on rappelle le mot amer de Tchoundjang « Non, aucun pays non peuplé de Noirs ne peut accepter ce genre de plaisanteries ».

Odile Tobner

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez chaque mois dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. **Billets d'Afrique** est entièrement réalisé par des bénévoles, militants au sein de **Survie**, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à **Billets d'Afrique**. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 47, Av Pasteur - 93100 Montreuil

OUI, je souhaite recevoir **Billets d'Afrique** au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

code postal :

ville :

email :

TARIFS

France : 25 €

Petits budgets : 20 €

Étranger et Outre-mer : 30 €